

édito

Que faire de PISA ?

L'enquête PISA 2000 menée par l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE) sur les compétences des élèves de quinze ans a non seulement fait couler beaucoup d'encre en Helvétie mais a soulevé la consternation. Ô surprise, notre pays ne figure pas dans le peloton de tête! Notre école qui coûte si cher ne remplit pas son mandat. Vite, il faut réagir, trouver les coupables, corriger le tir. C'est la réputation du pays, voire du canton qui est en jeu.

Se basant sur l'analyse des résultats romands de cette étude, effectuée par l'Institut romand de recherche et de documentation pédagogique (IRDp), d'aucuns se sont empressés d'imputer les piètres résultats des cantons de Vaud et de Genève aux réformes entreprises, et de signaler que le Valais et Fribourg, plus épargnés par la « réformite » affichent un meilleur niveau. Pour les zappeurs, la solution est simple: il faut délaissier le changement (entendez par là les réformes) et s'en tenir aux méthodes éprouvées. Pour les consommateurs acharnés, il suffit de voir ce qui marche ailleurs. Par exemple à Helsinki... Cette vision simpliste ne tient cependant pas compte des innombrables facteurs qui interagissent dans le fonctionnement d'une école.

Au fait, comment définir un système scolaire « qui marche »? Est-ce celui qui délivre des certificats de haut niveau à tous, celui qui produit des enfants épanouis, celui qui prépare à la vie active par une spécialisation précoce, celui qui dispense le même enseignement à tous les élèves? Parents, enseignants, élèves ou représentants de l'autorité politique apporteraient des réponses différentes à ces interrogations selon les pays. Dans les faits, un système scolaire est le reflet d'un héritage culturel et environnemental. Il est aussi le fruit d'un choix de société qui se résume en une question: comment éviter de laisser sur le carreau une partie des élèves? De crainte que la greffe ne prenne pas, il faut donc se garder de transplanter tel quel un système « qui marche ». La mondialisation scolaire n'est (heureusement) pas pour demain!

« Patience et longueur de temps font plus que force ni que rage » disait La Fontaine. Dans le kaléidoscope scolaire européen, les pays anglo-saxons et scandinaves (dont la Finlande) ont entrepris leurs réformes il y a bientôt vingt-cinq ou trente ans. Les divers acteurs du système ont donc eu tout loisir de se les approprier, et de les affiner en fonction des bouleversements intervenus dans leur tissu social. Les élèves des nombreuses volées issus de ces systèmes se sont fondus dans le paysage professionnel, se sont à leur tour mués en parents, sont même devenus enseignants...

Le temps. Un ingrédient magique qui manque cruellement dans notre société poussée vers des performances toujours plus grandes. Cependant, une donnée demeure incompressible: le parcours scolaire d'un enfant dure une dizaine d'années. Et avant qu'au moins une volée complète n'ait parcouru ces dix ans, impossible de procéder à une véritable évaluation du système. Encore moins d'y renoncer sous prétexte qu'il ne donne pas satisfaction. Il ne viendrait à l'idée de personne de renoncer à un traitement médical après trois jours sous prétexte que la maladie est un moindre mal!

Les résultats de cette étude sont donc à manier avec prudence. Il s'agit maintenant d'examiner de manière approfondie les systèmes scolaires des autres pays afin de comprendre ce qui peut permettre de développer la faculté qui a surtout manqué aux jeunes Suisses: un esprit critique. Et, tout comme le bon cuisinier, qui intègre dans ses recettes traditionnelles des herbes inconnues de sa grand-mère ou l'huile dont les vertus diététiques ont été démontrées par la recherche médicale, nous découvrirons peut-être comment incorporer avec délicatesse dans notre école des ingrédients venus d'ailleurs mais aux vertus éprouvées.

JGK

spécial PISA

édito	1
dossier	2-3
l'invité Jean-Paul Moulin	4
revue de presse	5
personnalité Anne-Catherine Lyon	6
coup d'pouce	7
chronique canine	7
actualités et agenda	8



Entre PISA et n'importe quoi

Il y aura sans aucun doute un « avant » et un « après-PISA ». Cette étude a ébranlé nos certitudes sur la bonne qualité de notre école. Toutefois, pour intéressante qu'elle soit, cette comparaison internationale et intercantonale a fait écrire et dire tout et n'importe quoi. Précisions.

Tout ce que l'Occident compte de citoyens concernés par l'école aura entendu parler de l'enquête menée par l'OCDE dans plus de trente pays. Son petit nom, PISA, pour Programme International pour le Suivi des Acquis des élèves. Réalisée sur le terrain durant l'année 2000, elle est la première étude internationale d'une telle ampleur à laquelle la Suisse ait jamais participé. Et le résultat, vous le connaissez aussi, la Suisse se place dans le milieu du classement en lecture et en sciences, mais elle est plutôt dans le groupe supérieur en mathématiques. Bref, à l'issue de leurs scolarités, les élèves suisses seraient plutôt moyens. Cette mauvaise surprise a fait couler beaucoup d'encre... Surtout depuis que la conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin a présenté l'étude affinée à l'échelle des cantons romands.

Il y a ceux qui en profitent pour tirer sur les réformes en cours, ceux qui insistent pour poursuivre ces mêmes réformes puisqu'elles seraient dans la bonne voie (les élèves suisses testés n'ayant pas bénéficié des nouveaux programmes), ceux qui veulent aller chercher des recettes dans les pays qui font figure de premiers de classe (Finlande, Grande-Bretagne, Canada, Australie...), et enfin ceux qui s'abritent derrière un prudent « comparaison n'est pas raison » et qui préfèrent ignorer carrément l'étude.

A ces derniers, on peut facilement rétorquer que l'étude, sans doute imparfaite, a toutefois le mérite d'exister, et l'écarter purement et simplement serait se priver d'un outil intéressant qui permet d'élaborer quelques pistes de réflexion.

Toutefois, il convient de préciser quelques points. Contrairement à ce qu'on a pu lire dans bien des journaux, la Suisse n'occupe pas le 17ème rang en lecture. L'Office fédéral de la statistique a classé les pays dans trois catégories : 1) performances supérieures aux élèves suisses, 2) qui ne se distinguent pas statistiquement des performances suisses, 3) inférieurs aux résultats helvétiques. Tout en précisant bien qu'à l'intérieur de ces groupes, les différences ne sont pas statistiquement significatives. Pour reprendre

l'exemple de la lecture (matière sur laquelle, l'enquête 2000 avait choisi de mettre l'accent), les performances des petits Suisses ne se distinguent pas de celles des petits Norvégiens ou des petits Allemands qui occupent respectivement la 13ème et la 21ème place. Elles se distinguent par contre des élèves de neuf pays qui forment le groupe supérieur, et de sept autres pays du groupe inférieur. Même raisonnement en sciences (dix pays supérieurs et neufs inférieurs) et en mathématiques où seuls deux pays surpassent de manière significative les petits Helvètes (Corée du Sud et Japon) et dix-sept pays réalisent des performances moindres.

Dans le même ordre d'idées, il s'agit également de prendre quelque précautions avec les résultats pour la Suisse romande. Les différences intercantionales ne sont pas statistiquement spectaculaires. Si les cantons de Fribourg et du Valais semblent avoir des élèves plus compétents que les cantons de Vaud et de Genève, il faut toutefois remarquer que c'est en raison d'une faible dispersion des résultats. Le canton de Vaud présente une proportion d'excellents élèves bien plus grande que le canton du Valais. Par contre, sa proportion d'élèves médiocres est deux fois plus importante. Même constat pour Genève qui affiche le plus fort taux d'élèves « largués ».

Enfin, il faut encore préciser que PISA avait pour but de vérifier les compétences des élèves et non pas seulement leurs connaissances. Pour atteindre le niveau 5 en lecture, il fallait faire preuve d'esprit critique, ce qui justement peut-être fait défaut dans notre pays...

L'exemple finlandais

Mais comment font-ils donc ces Finlandais pour placer systématiquement leurs élèves dans le peloton de tête ?

Pour percer le mystère de la réussite scolaire du plus petit des pays scandinaves, le quotidien Le Temps a dépêché dans le grand Nord son correspondant à Berlin. Sans en tirer des leçons directement applicables en Suisse, François Modoux apporte toutefois des témoignages et des éléments de réflexion pour le moins pertinents (voir Le Temps du 26 mars).

Premier élément d'explication : le consensus sur le rôle de l'école est général et national, les politiciens ne se permettent pas d'insulter l'Instruction publique, la confiance règne, les parents respectent les enseignants et vice versa, les parents sont consultés lorsqu'un enseignant est engagé, les élèves tutoient les enseignants qui prennent leur repas avec eux.

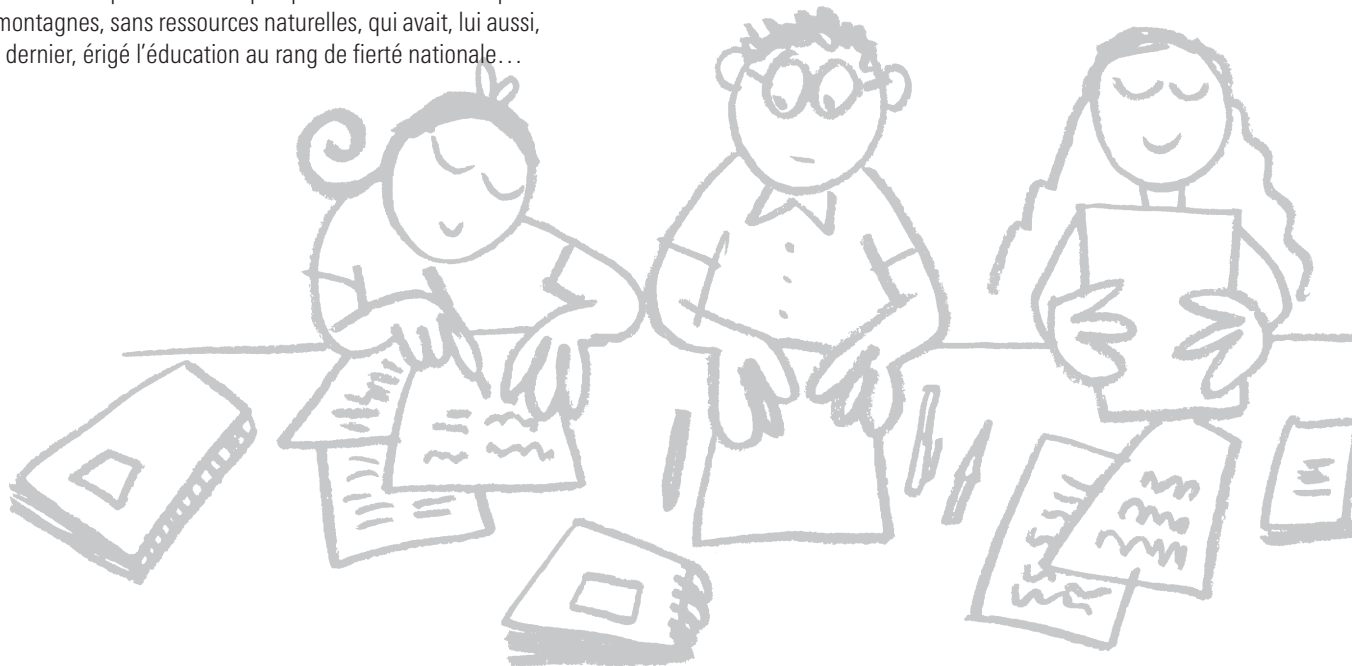
Par ailleurs, chaque établissement jouit d'une très large autonomie : après définition des objectifs, chaque école est libre de suivre sa propre voie pourvu qu'elle atteigne ces objectifs. L'école a sa charte, les élèves ont des devoirs et des droits qui y sont précisés. Les effectifs des classes sont modestes (maximum 20 élèves), les notes apparaissent en 7ème année, et le redoublement n'est pas possible. Les écoles toutefois s'auto-évaluent en permanence, de manière à détecter immédiatement l'établissement qui rencontrerait des difficultés et à lui octroyer des forces. De la même manière, les établissements les plus performants peuvent se voir retirer des ressources qui seront réallouées aux moins bons. Une solidarité qui fait rêver...

Autre élément d'explication : la Finlande investit dans son école, qui coûte plus cher que la plupart de ses voisines européennes. Les repas pris à l'école sont gratuits ainsi que les bus scolaires. Le métier d'enseignant connaît encore un certain prestige, même si la profession se féminise comme partout ailleurs et les salaires d'enseignants ont de la peine à suivre la spirale du privé.

Suisse ou Finlande, la situation est différente bien sûr. La Finlande n'a pas à faire face aux mêmes enjeux, tel que celui de l'immigration par exemple. La proportion d'élèves étrangers dans les classes est dérisoire par rapport à la Suisse (20%). Néanmoins, les exemples du Royaume-Uni, de l'Australie et du Canada, pays de forte immigration, qui se placent en tête dans l'enquête PISA, sont là pour donner aussi dans ce domaine quelques pistes.

Mais terminons avec le président de l'office central de l'enseignement à Helsinki, cité par Le Temps : « Pour un peuple isolé par la géographie et une langue imperméable, l'éducation est une question de survie. » De quoi redonner quelques convictions à un petit pays de montagnes, sans ressources naturelles, qui avait, lui aussi, au siècle dernier, érigé l'éducation au rang de fierté nationale...

NB



Jean-Paul Moulin professeur formateur HEP Vaud

Que pensez-vous de l'étude PISA et des résultats concernant la Suisse ?

Lorsqu'il s'agit de comparer des systèmes éducatifs différents, comme l'a fait l'enquête Pisa, il faut prendre beaucoup de précautions dans l'interprétation des résultats. Ceci dit, je trouve la démarche intéressante et nécessaire parce qu'elle nous oblige à un questionnement plus ouvert et plus pertinent de notre propre système éducatif. J'en veux pour preuve le constat qui peut être fait à l'égard d'une école suisse trop souvent présentée comme idéale et très performante, ce qui n'est pas confirmé par l'enquête.

Comment expliquer ce décalage ?

Il faut faire attention de ne pas noircir exagérément le tableau sur la seule base des résultats de l'enquête PISA, qui porte uniquement sur les performances dans les domaines de la langue maternelle, des maths et des sciences. L'école poursuit également d'autres objectifs sur les plans social et éducatif et pour lesquels on ne peut pas se prononcer sur la base de cette seule étude. Force est cependant de constater que notre système scolaire fondé sur la sélection, le redoublement, voire l'orientation vers des filières dévalorisées pour les élèves les moins performants, est loin d'offrir les garanties d'efficacité qu'on était en droit d'attendre, si l'on se place du point de vue de l'effort fourni ou du stress vécu par bon nombre de nos enfants.

Comment interprétez-vous les différences entre cantons romands ?

Premièrement, il faut relativiser l'importance des différences entre les cantons. Elles sont beaucoup moins significatives que celles qui existent entre la Suisse romande et les meilleurs pays de l'enquête tels que la Finlande par exemple.

Deuxièmement, il faut pondérer ces différences entre cantons en prenant en compte les variables contextuelles. Ainsi les Genevois, qui présentent les performances les plus faibles, sont également ceux dont l'échantillon a la plus forte représentation d'enfants parlant une autre langue que le français à la maison; c'est également l'échantillon qui a la plus forte représentation de garçons et qui, avec celui du canton de Vaud, a la moyenne d'âge la plus basse. Enfin, la focalisation sur les seules différences entre cantons ne doit pas nous amener à une concurrence stérile entre des cantons qui ont un système scolaire similaire sur le fond. Nous devons bien garder à l'esprit que, globalement, notre école se situe juste dans la moyenne de l'ensemble des pays évalués par PISA, sans plus.

On constate que parmi les pays qui présentent de bons résultats dans presque toutes les disciplines se trouvent le Royaume-Uni et la Finlande où le redoublement n'est pas possible, la promotion se fait automatiquement. Est-ce qu'il faut remettre en question notre propre système ?

Depuis plusieurs années, un certain nombre de pédagogues dénoncent l'inefficacité d'un système fondé sur la sélection et dont les principales mesures pédagogiques d'aide aux enfants en difficulté sont basées sur une forme d'exclusion de l'enfant en difficulté. Je pense en particulier au redoublement, à la classe de développement, voire même aux filières qui composent l'école secondaire. Les pays présentant des performances élevées dans l'enquête ont, dans l'ensemble, renoncé à ces mesures dont l'inefficacité est aujourd'hui démontrée par les chercheurs en sciences de l'éducation.

Pensez-vous que les pays « premiers de classe » sont des pays qui ont, pour la plupart, réalisé leur réforme scolaire avant tout le monde ?

Je pense, effectivement, qu'un certain nombre de pays, en particulier ceux de l'Europe du nord, ont entrepris des réformes scolaires en profondeur, (suppression du redoublement, intégration des enfants différents, suppression de la sélection et des notes scolaires) dès le moment où la thèse du handicap socioculturel et de l'inégalité des chances dans l'école a été développée, c'est-à-dire à la fin des années soixante. Cela ne signifie pas que ces réformes se soient faites sans heurts, mais, au vu des résultats montrés par l'enquête, ces mêmes pays doivent aujourd'hui apprécier d'avoir osé prendre des risques élevés, risques que, à mon avis, nous ne sommes pas encore prêts à prendre dans notre pays.

A titre personnel, quelle leçon vous inspire cette comparaison internationale ?

Elle confirme des constats qui sont présents dans la littérature depuis plusieurs années et, en cela, elle me réjouit car elle confirme le bien-fondé d'une école démocratique qui fabrique moins d'exclus. Je reste cependant persuadé que, dans l'immédiat, cette enquête risque de ne rien changer à notre système scolaire, dans la mesure où notre école est encore sous l'emprise très marquée de la classe bourgeoise qui défend ses privilèges au travers d'une école sélective reproductrice des inégalités sociales. Lorsque j'entends le chef de département de l'Instruction publique d'un canton romand prétendre que sur la base des résultats de l'enquête PISA il n'y a aucune raison de remettre en cause les filières à l'école secondaire, je me dis que le chemin à parcourir pour offrir à nos enfants une école plus démocratique est encore long. . .

Propos recueillis par NB

Ce qu'ils en pensent ailleurs...

Dans les 32 pays où l'enquête de l'OCDE a été menée, les commentaires de la presse ont été nombreux. Que ce soit pour se féliciter de l'excellence de ses chers petits, comme en Angleterre où la ministre de l'éducation invoque les réformes entreprises ces dernières années. Mais la presse britannique nuance son enthousiasme en rappelant que le Royaume-Uni est un pays, selon PISA, où l'origine sociale des parents influe considérablement sur le niveau des élèves. Les garçons des groupes ethniques minoritaire sont sur-représentés dans le groupe le plus faible.

En France, le discours est beaucoup moins triomphaliste, résultats médiocres obligent. Les élèves français auraient peur de la faute, plutôt que de se tromper, ils préfèrent ne pas répondre à la question. Leur taux de « non-réponse » est plus élevé que la moyenne de l'OCDE. Un phénomène qui serait révélateur d'une certaine mentalité et du rapport élève-enseignant, selon le ministère français de l'Éducation. Les Français soulignent également le handicap « culturel » que constitue ce type d'études internationales. 70% des questions de PISA étaient d'origine anglo-saxonne, ce qui présente un biais culturel important, estime le ministère français de l'Éducation. Néanmoins, on reconnaît outre-Jura que l'on n'apprend pas suffisamment dans les écoles à développer des arguments par écrit. On le fait plutôt oralement. Par ailleurs, les petits Français sont assez bons en connaissances strictement scolaires, mais ils le seraient beaucoup moins lorsqu'il faut faire preuve d'initiative.

En Allemagne, PISA met l'Instruction publique dans l'embarras. Les résultats y sont également médiocres, et comme en Suisse, on tente l'explication « immigration » : ce sont les élèves turcs qui font baisser le niveau des petits Allemands, peut-on lire. Des enfants allemands ou étrangers qui ne pourraient plus compter sur l'appui de leurs parents. Mais on constate également que le manque de moyens attribués à l'école a mené à l'échec du système scolaire. Les Australiens, eux, sont ravis d'être de très bons élèves, mais s'inquiètent du caractère inégalitaire de leurs écoles : les petits Australiens des couches défavorisées auraient beaucoup moins de chance que les petits Finlandais, Japonais ou Sud-Coréens. Même constat d'inégalité sociale du côté de l'Irlande.

Dans tous ces pays toutefois, l'inquiétude est unanime quant à la mauvaise performance en lecture des garçons : partout les filles lisent davantage et les garçons sont sur-représentés dans le groupe des élèves à peine capables de comprendre un texte simple !

NB

Sites concernant PISA :

<http://www.pisa.admin.ch>

<http://www.oecd.org/FR/home/0,,FR-home-4-nodirectorate-no-no-4--no-,00.html>

<http://www.unine.ch/irdp/welcom1.html>

Anne-Catherine Lyon

Anne-Catherine Lyon a été élue brillamment en mars dernier à la tête du DFJ (département Formation et jeunesse). Socialiste tout comme ceux qui l'ont précédée durant plusieurs législatures, Anne-Catherine Lyon remplace aujourd'hui Francine Jeanprêtre. Durant la campagne électorale, elle avait accepté de répondre aux questions que l'apé avait adressées à tous les candidats au Conseil d'Etat. Voici ce que la candidate Anne-Catherine Lyon répondait...

Comment voyez-vous la mission de l'école aujourd'hui ?

L'école doit assurer l'acquisition des connaissances, promouvoir l'égalité des chances pour lutter contre les inégalités sociales, contribuer au développement de la personnalité des élèves et à leur socialisation.

Quel rôle les parents doivent-ils jouer dans la scolarité de leur enfant ?

Les parents et l'école doivent être dans une relation de partenariat. Ainsi, l'école doit-elle seconder les parents dans l'éducation des enfants.

Selon l'enquête PISA, l'école suisse se distingue comme championne de l'inégalité des chances. Comment réagissez-vous face à cette affirmation ?

Cette affirmation était particulièrement exacte pour le Canton de Vaud et c'est pourquoi il faut soutenir EVM qui a notamment pour objectif d'établir une égalité des chances entre les élèves.

Quelle est votre position par rapport à l'évaluation en milieu scolaire ?

Le concept d'évaluation formative doit être soutenu.

L'école vaudoise sélectionne les élèves en fin de 6ème année. Ce procédé vous semble-t-il judicieux ?

Il me semble judicieux d'avoir retardé le moment de la sélection et surtout d'avoir remplacé l'année d'orientation par un cycle de transition de deux ans. J'ajoute qu'il est par ailleurs fondamental de maintenir des passerelles à tous les degrés.

Quels sont, selon vous, les points forts et les points faibles du système EVM ?

Les points forts sont notamment : l'évaluation formative, la volonté de réaliser l'égalité des chances, l'acquisition différenciée des connaissances ainsi que le cycle de transition. Les points faibles sont liés à une introduction très rapide du système qui a notamment empêché une formation des enseignants dans la sérénité, ainsi qu'à un manque flagrant de moyens financiers qui conduit au maintien d'effectifs trop élevés dans les classes.

Y a-t-il quelque chose à changer ? Si oui, quoi et comment ?

Tout d'abord, il faut sortir EVM et la question de l'école en général de la politique politicienne. Il faut garder le cap de cette réforme et lui allouer les moyens nécessaires. Par ailleurs, il faut soutenir les enseignants et valoriser la relation de partenariat avec les parents.

Qu'est-ce pour vous que l'éducation à la citoyenneté ?

C'est à la fois l'éducation civique au sens traditionnel et l'instauration d'un système participatif au sein de l'école, tel que les conseils de classes ou les chartes d'établissements inspirées par les travaux de la Constituante.

Pensez-vous que l'école doive s'adapter sur le plan organisationnel au fait que la majorité des femmes en Suisse aujourd'hui ont une activité professionnelle ?

Elle doit s'adapter au plus vite, par exemple en harmonisant ses horaires. A moyen terme, il s'agira de mettre en place un horaire continu avec ce que cela suppose en terme d'infrastructures et d'encadrement. Parallèlement à cela, il faut développer l'école accompagnée, ainsi que les crèches et garderies.

Le dossier pénibilité du travail des enseignants n'a pas encore reçu de réponse. Comment pensez-vous le traiter ?

Il convient en particulier de : diminuer les effectifs dans les classes; revaloriser les conditions de travail des enseignants en mettant la priorité sur les enseignants des premiers cycles; harmoniser les périodes d'enseignements des brevetés et des licenciés à la baisse; prévoir des heures de maîtrise de classes pour les enseignants du primaire à l'instar de ce qui existe pour le secondaire; soutenir les enseignants.

Propos recueillis par l'apé

coup d'pouce

Recherche répétiteurs désespérément...

Le Service d'appuis scolaires (SAS) du Centre vaudois d'aide à la jeunesse organise des appuis scolaires depuis 25 ans. Le nombre d'appuis scolaires organisés chaque année a plus que doublé depuis 5 ans.

Pour faire face à cette forte augmentation, le SAS doit pouvoir compter sur un nombre accru de répétiteurs, dans toutes les régions du canton.

À côté des étudiants et des gymnasiens qui constituent la majeure partie des répétiteurs, **le SAS engage également des adultes ayant terminé leur cursus scolaire.**

Ces personnes doivent être détentrices d'un baccalauréat, d'un diplôme de culture générale ou d'une licence et connaître les programmes scolaires.

Les répétiteurs sont payés à l'heure (gymnasiens: frs. 16.–, détenteurs d'un baccalauréat, d'une maturité, d'un diplôme de culture générale, d'un CFC ou d'une licence: frs. 20.–, enseignants diplômés: frs. 24.–).

L'appui peut avoir lieu au domicile du répétiteur ou chez l'élève.

Renseignements: CVAJ tél 021 617 59 24

Du rêve à la réalité

Beaucoup de jeunes ont des idées, mais pas toujours les moyens pratiques et matériels de les concrétiser. Pour leur venir en aide, le Groupe d'intérêt jeunesse met à leur disposition un animateur itinérant. Il se met à l'écoute de jeunes entre 13 et 25 ans et tente d'apporter des solutions pratiques à leur projet: organiser une disco, aménager un skate-park, trouver un local de répétition, etc. Mais le soutien peut aussi être financier: jusqu'à 60% du budget, avec un maximum de frs. 10'000.–. Depuis deux ans, le Groupe d'intérêt jeunesse a déjà accompagné une soixantaine de projets. Pour en savoir plus: www.groupeinteretjeunesse.ch ou tél 021 624 30 43, 079 256 15 28.

Pisa-ci, Pisa-là

Pis quoi? pis-ci, puis-là. D'abord, j'ai rien compris. OCDE, il y a bien quelque chose qui me titille, un élément relatif au « truc » que j'aime mâchonner. Comprenez par là l'Os à Dédé, mais je peine et puis pisa c'est quoi? Rien à faire paraît-il, c'est une épidémie qui touche le pays, statistique ça s'appelle, ma pince à tique n'y ferait rien. Pas de panique? c'est vous qui le dites! La promenade au pas de charge avec un dragon en guise de maîtresse, vous n'avez pas testé n'est-ce pas? Et qu'elle marmonne et vocifère:

- « C'est pas vrai ma louloutte, un rapport pareil qui comme par miracle suscite en moins de 12 heures des débats et commentaires par une élite capable d'ingurgiter 380 pages d'un dossier que je n'ai pas encore téléchargé, je rêve! »

Le lendemain, c'est pas mieux:

- « Non mais, regarde moi ça, l'enquête Pisa sert même à faire de la propagande. Les politiques ont encore frappé, votez pour nous, les idées mortes c'est toujours un choc! Ils ne croient pas si bien dire, ils s'appuient sur l'étude pisa pour faire un battage médiatique dont le slogan est: « pisa nous montre la voie, le retour aux notes, la solution ». A mon avis, ce doit encore être une voie de garage. Bref, la voilà dans tout ses états. Elections, elle ne parle que de cela. Quand elle en parle, c'est le nez encore plongé non pas dans le repassage qu'elle ferait bien d'entamer, mais dans ses mails incessants... »

Sous une forme très virtuelle, elle a bien tenté de comparer Pisa à une étude internationale sur les méfaits de la croquette formatée, et de m'expliquer qu'ainsi, elle pouvait tout aussi bien me retirer mon écuille favorite, mais qu'elle n'allait pas s'arrêter à des conclusions hâtives. Fort heureusement, il y a toujours une commission chargée d'analyser ces réflexions. Mais, quelles seront les conclusions?

Épilogue: j'en frémis encore, c'est formateur ces statistiques, mais tout de même, un temps de réflexion c'est encore mieux, non?

Bergamotte de la Brionnerie (alias RS)

Rapport final «2003 Les Gymnases»

consultable sur le site Internet www.2003.vd.ch

Le but de cette enquête était d'analyser et d'identifier les principaux problèmes liés à l'application des nouvelles règles fédérales pour l'obtention de la maturité et des nouvelles structures de formation du degré diplôme.

Un autre aspect concernait le mode d'évaluation au gymnase dans la perspective de l'accueil à la rentrée 2002 des premiers élèves issus des classes EVM.

Ce rapport propose des solutions concrètes pour améliorer les conditions de travail des enseignants et étudiants ainsi que la mise en valeur des études gymnasiales, plus particulièrement de la voie diplôme.

L'apé, favorable aux propositions objectives et de qualité qui lui ont été soumises, n'adhère cependant pas à l'idée d'une augmentation du nombre d'examens pour les options socio pédagogiques, paramédicales et artistiques de la voie de diplôme.

PECARO – Plan d'Etudes CADre ROmand

consultable sur le site Internet www.ciip.ch

Première étape du projet, l'ébauche d'une «déclaration sur les objectifs généraux d'instruction et de culture de l'école publique» a été soumise au groupe de consultation. A cette occasion, les délégués de parents (FAPERT)¹ ont relevé que la définition de ces objectifs généraux est un véritable projet de société. Ils ont donc demandé qu'une campagne d'information à l'intention du public et des médias soit mise en place afin, d'une part, de garantir une bonne compréhension des enjeux et d'autre part, de susciter un large débat à ce propos.

¹Fédération des apé de Suisse romande et du Tessin.

Journées Avenir Suisse

site Internet www.avenir-suisse.ch

Invités par la Fondation Avenir Suisse¹, des parents romands ont eu pour tâche lors d'un atelier, de désigner les domaines de l'école qui méritent un changement. Ont été évoqués: l'harmonisation romande des cycles et des programmes, des systèmes d'évaluation, des moyens d'enseignement et de la formation des enseignants.

Une évaluation des pratiques des enseignants, des horaires scolaires respectueux des réalités sociales actuelles et l'institutionnalisation du partenariat ont été des demandes faites par les représentants des associations romandes de parents d'élèves. (FAPERT)

¹Cette fondation regroupe les 14 plus grandes entreprises suisses. Elle souhaite: «enrichir le débat public, ouvrir des champs de réflexion et s'ériger en force de proposition». Souhaitons que ce soit le cas!

Bulletin d'inscription pour devenir membre de l'apé

(qui comprend l'abonnement au bulletin de l'apé-vaud)

Nom :

Prénom :

Adresse :

E-mail :

à renvoyer au comité cantonal (av. de Rumine 2, 1005 Lausanne)

agenda

Pour des transitions réussies

Parents et grand public seront de la partie lors d'une semaine de réflexion organisée à Oron du 28 mai au 1er juin pour les enseignants à l'occasion de l'introduction d'EVM dans toutes les classes du CYP2.

En août 2002, EVM sera introduit dans toutes les classes du Cycle Primaire 2 (CYP2, ex 3èmes et 4èmes). Dans le souci de favoriser des échanges entre les enseignants de classes exploratoires et ceux qui seront amenés à introduire EVM dans leur enseignement dès la prochaine rentrée scolaire, le DFJ organise **une semaine de réflexion à Oron du 28 mai au 1er juin**, centrée sur le thème: «EVM: réussir les transitions».

Une exposition présentera notamment 34 projets réalisés par les élèves d'Oron. Par ailleurs les enseignants de tout le canton pourront participer à divers ateliers.

Dès la fin de l'après-midi, la manifestation s'ouvrira à un public plus large, puisque les parents ainsi que tous les enseignants intéressés se verront proposer chaque jour une conférence du professeur Walo Hutmacher, sociologue spécialisé dans l'étude des systèmes éducatifs. En début de soirée une table ronde ouvrira le débat sur une des transitions de la vie scolaire: entre la famille et le cycle initial (CIN), le CYP2 et le cycle de transition (CYT) ou entre l'école et le monde professionnel. **Ne manquez pas celle du jeudi 30 mai consacrée au partenariat école-familles!** Enfin, le samedi sera consacré à une conférence-débat sur **l'encadrement de l'écolier**. Animée par le professeur Hutmacher, elle permettra à l'institution scolaire d'échanger avec le grand public.

JGK

impresum bulletin réalisé par Nicole Baur (NB), Judith Gruet-Kaye (JGK), Christiane Lavanchy (CL) et Réka Serdaly (RS) **graphisme et illustrations** Helen Tilbury avec la complicité de Lavinia, Alice et Thomas **tirage à 7'500 exemplaires**